

La paix véritable en RDC ne se décrète pas depuis les capitales étrangères

Depuis plusieurs mois, la diplomatie internationale s'active autour du drame congolais. Washington, Doha et, demain, Paris, conférences et réunions s'enchaînent avec le même objectif affiché: ramener la paix dans l'est de la République démocratique du Congo. Pourtant, malgré l'intensité des efforts, le sentiment d'un décalage

persiste et une évidence s'impose: la paix du Congo continue de se négocier sans les Congolais.

Les grandes puissances occidentales concentrent leurs efforts sur la stabilisation régionale, mais elles négligent les ressorts profonds du conflit.

La société civile, l'opposition non armée, les Églises, les communautés locales – tous les acteurs du Congo réel – sont tenus à l'écart de discussions qui engagent pourtant directement leur avenir.

Une paix bâtie sur la seule logique géopolitique sera toujours fragile. La stabilité ne peut venir d'un arrangement entre capitales étrangères, mais de la réconciliation entre Congolais.

À double tranchant

Les négociations actuelles privilient la désescalade militaire entre les belligérants ou entre Kinshasa et Kigali.

Mais derrière ce discours sécuritaire se cache un danger: celui de voir émerger deux Congo de fait – un pays officiel centré sur Kinshasa et un Est sous influence étrangère, toléré au nom du "réalisme diplomatique".

En cédant au pragmatisme de court terme, la communauté internationale pourrait institutionnaliser la fragmentation du territoire national. Or, le Congo n'a pas besoin d'une paix cartographique, mais d'une paix politique.

L'histoire nous a déjà montré la voie. En juillet 1999, les signataires du cessez-le-feu de Lusaka avaient réussi à préserver l'intégrité du pays, parce que l'accord incluait une clause politique claire: la tenue d'un dialogue intercongolais. Angola, Zimbabwe, Namibie, Rwanda, Ouganda s'étaient accordés à un retrait ordonné en ayant conscience que seul un dialogue entre Congolais pouvait conduire à une vérita-

ble paix. C'est ce dialogue, et non les armes, qui avait permis d'éviter la balkanisation du pays. Aujourd'hui encore, aucune solution militaire ou bilatérale ne pourra remplacer un processus politique national inclusif.

Le paradoxe du pouvoir congolais

Pendant que les chancelleries étrangères discutent de paix, le régime de Kinshasa durcit sa répression interne.

Les arrestations arbitraires se multiplient. Les opposants sont poursuivis, les journalistes agressés jusqu'à mort dans les capitales étrangères. Les menaces d'exécution de l'ancien président Joseph Kabila, les faux procès contre Moïse Katumbi, les intimidations de figures comme Seth Kikuni ou Théophile Mbemba, les arrestations arbitraires sur base de l'appartenance ethnique ou la région d'origine ou le blocage administratif de passeports d'exilés, tout

